

**PRICEWATERHOUSECOOPERS
BP 5689 DOUALA**

**ECA – ERNST & YOUNG CAMEROUN
BP 4456 DOUALA**

Commissaires aux comptes

**SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN (SABC)
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|---------|
| <u>RAPPORT GENERAL</u> | 3 - 7 |
| <u>ETATS FINANCIERS</u> | |
| - BILAN ACTIF | 9 - 10 |
| - BILAN PASSIF | 11 - 12 |
| - COMPTE DE RESULTAT CHARGES/PRODUITS | 13 - 16 |
| - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE) | 17 - 21 |
| <u>REGLES ET METHODES COMPTABLES</u> | 23 - 29 |
| <u>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE DE RESULTAT</u> | 30 - 37 |
| <u>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</u> | 38 - 45 |
| <u>RAPPORTS SPECIAUX</u> | 46 |
| - <u>RAPPORT SPECIAL SUR L'ARTICLE 438</u> | 47 - 54 |
| - <u>RAPPORT SPECIAL SUR L'ARTICLE 432</u> | 55 - 56 |

SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN (SABC)

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires de la
Société Anonyme des Brasseries du Cameroun
« SABC »
Douala

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir une situation nette de FCFA 147 675 653 987, y compris le résultat net de l'exercice de FCFA 21 938 161 920 ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

1. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, comprenant le bilan au 31 décembre 2017, le compte de résultat, le tableau financier des ressources et emplois pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état annexé comprenant le résumé des principales méthodes comptables ainsi que d'autres informations complémentaires relatives aux Etats Financiers.

À notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code de déontologie des professionnels

comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et celui qui encadre le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis par la direction et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport des commissaires aux comptes.

2. AUTRES INFORMATIONS ET VERIFICATIONS SPECIFIQUES PREVUES PAR LA LOI ET LES REGLEMENTS

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.


Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi et les règlements, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels et de vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Douala, le 30 avril 2018


Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers



Lawrence Abunaw
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

ECA – Ernst & Young Cameroun



Marcel Tchagongom
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

ANNEXE 1 - PORTANT RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos observations importantes, y

compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;

- nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.



ETATS FINANCIERS

BILAN – ACTIF

BILAN – ACTIF

| Réf. | ACTIF | Lignes | 31/12/2017 | | | 31/12/2016 |
|------|--|--------|------------------------|-------------------------------|------------------------|------------------------|
| | | | Brut | Amortissements/ Provisions | Net | Net |
| | ACTIF IMMOBILISÉ (1) | 1 | | | | |
| AA | Charges immobilisées | 2 | 273 773 330 | 273 773 330 | | 73 454 578 |
| AX | Frais d'établissement | 3 | 273 773 330 | 273 773 330 | | 73 454 578 |
| AY | Charges à répartir | 4 | | | | |
| AC | Primes de remboursement des obligations | 5 | | | | |
| AD | Immobilisations incorporelles | 6 | 16 032 824 431 | 2 793 839 405 | 13 238 985 026 | 13 662 015 382 |
| AE | Frais de recherche et de développement | 7 | | | | |
| AF | Brevets, licences, logiciels | 8 | 3 261 826 789 | 2 793 839 405 | 467 987 384 | 891 017 740 |
| AG | Fonds commercial | 9 | 12 770 997 642 | | 12 770 997 642 | 12 770 997 642 |
| AH | Autres immobilisations incorporelles | 10 | | | | |
| AI | Immobilisations corporelles | 11 | 490 592 831 647 | 330 920 960 835 | 159 671 870 812 | 156 546 207 306 |
| AJ | Terrains | 12 | 7 172 339 652 | | 7 172 339 652 | 6 460 913 192 |
| AK | Bâtiments | 13 | 62 496 826 945 | 39 660 607 959 | 22 836 218 986 | 22 354 329 201 |
| AL | Installations et agencements | 14 | 26 862 391 290 | 14 303 973 119 | 12 558 418 171 | 12 370 641 208 |
| AM | Matériel | 15 | 349 871 959 936 | 241 701 070 393 | 108 170 889 543 | 105 648 950 376 |
| AN | Matériel de transport | 16 | 43 975 729 034 | 35 255 309 364 | 8 720 419 670 | 9 711 373 329 |
| AP | Avances et acomptes versés sur immobilisations | 17 | 213 584 790 | | 213 584 790 | |
| AQ | Immobilisations financières | 18 | 3 597 531 765 | 348 383 937 | 3 249 147 828 | 17 580 964 717 |
| AR | Titres de participation | 19 | 3 040 478 998 | 114 399 997 | 2 926 079 001 | 16 248 036 129 |
| AS | Autres immobilisations financières | 20 | 557 052 767 | 233 983 940 | 323 068 827 | 1 332 928 588 |
| AW | (1) dont H.A.O. : Brut / | 21 | | | | |
| | Net / | 22 | | | | |
| AZ | TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | 23 | 510 496 961 173 | 334 336 957 507 | 176 160 003 666 | 187 862 641 983 |
| | ACTIF CIRCULANT | 24 | | | | |
| BA | Actif circulant H.A.O. | 25 | 4 077 160 600 | | 4 077 160 600 | |
| BB | Stocks | 26 | 80 179 549 697 | 6 828 150 609 | 73 351 399 088 | 65 877 707 998 |
| BC | Marchandises | 27 | 1 056 151 187 | | 1 056 151 187 | 1 108 134 382 |
| BD | Matières premières et autres approvisionne | 28 | 70 000 745 203 | 6 822 571 088 | 63 178 174 115 | 57 342 432 175 |
| BE | En-cours | 29 | 3 927 626 687 | | 3 927 626 687 | 3 608 921 106 |
| BF | Produits fabriqués | 30 | 5 195 026 620 | 5 579 521 | 5 189 447 099 | 3 818 220 335 |
| BG | Créances et emplois assimilés | 31 | 50 868 572 119 | 5 884 276 363 | 44 984 295 756 | 50 275 282 966 |
| BH | Fournisseurs, avances versées | 32 | 9 980 247 816 | 978 728 858 | 9 001 518 958 | 6 275 114 452 |
| BI | Clients | 33 | 13 251 290 090 | 1 923 148 661 | 11 328 141 429 | 7 604 325 333 |
| BJ | Autres créances | 34 | 27 637 034 213 | 2 982 398 844 | 24 654 635 369 | 36 395 843 181 |
| BK | TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 35 | 135 125 282 416 | 12 712 426 972 | 122 412 855 444 | 116 152 990 964 |
| | TRÉSORERIE-ACTIF | 36 | | | | |
| BQ | Titres de placement | 37 | | | | |
| BR | Valeurs à encaisser | 38 | 239 696 367 | | 239 696 367 | 32 988 671 |
| BS | Banques, chèques postaux, caisse | 39 | 16 684 928 268 | 103 020 824 | 16 581 907 444 | 20 781 870 690 |
| BT | TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III) | 40 | 16 924 624 635 | 103 020 824 | 16 821 603 811 | 20 814 859 361 |
| BU | Écarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change) | 41 | | | | |
| BZ | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | 42 | 662 546 868 224 | 347 152 405 303 | 315 394 462 921 | 324 830 492 308 |

BILAN-PASSIF

BILAN - PASSIF

| Réf. | PASSIF (avant répartition) | Lignes | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|------|--|--------|------------------------|------------------------|
| | CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES | 1 | | |
| CA | Capital | 2 | 57 363 630 000 | 57 363 630 000 |
| CB | Actionnaires capital non appelé | 3 | | |
| CC | Primes et Réserves | 4 | 68 373 862 067 | 58 564 216 816 |
| CD | Primes d'apport, d'émission, de fusion | 5 | 4 927 198 342 | 4 927 198 342 |
| CE | Écarts de réévaluation | 6 | 1 560 000 | 1 560 000 |
| CF | Réserves indisponibles | 7 | 7 904 673 757 | 6 579 527 452 |
| CG | Réserves libres | 8 | 43 614 113 222 | 47 055 931 022 |
| CH | Report à nouveau + ou - | 9 | 11 926 316 746 | |
| CI | Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -) | 10 | 21 938 161 920 | 13 251 463 051 |
| CK | Autres capitaux propres | 11 | | |
| CL | Subventions d'investissement | 12 | | |
| CM | Provisions réglementées et fonds assimilés | 13 | | |
| CP | TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 14 | 147 675 653 987 | 129 179 309 867 |
| | DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1) | 15 | | |
| DA | Emprunts | 16 | 31 283 324 970 | |
| DB | Dettes de crédit-bail et contrats assimilés | 17 | | |
| DC | Dettes financières diverses | 18 | | |
| DD | Provisions financières pour risques et charges | 19 | 36 373 200 431 | 39 205 105 984 |
| DE | (1) dont H.A.O. : / | 20 | | |
| DF | TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II) | 21 | 67 656 525 401 | 39 205 105 984 |
| DG | TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II) | 22 | 215 332 179 388 | 168 384 415 851 |
| | PASSIF CIRCULANT | 23 | | |
| DH | Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées | 24 | | |
| DI | Clients, avances reçues | 25 | 16 658 983 348 | 16 467 903 925 |
| DJ | Fournisseurs d'exploitation | 26 | 44 331 088 812 | 55 629 442 845 |
| DK | Dettes fiscales | 27 | 24 041 740 877 | 25 084 026 644 |
| DL | Dettes sociales | 28 | 6 459 990 021 | 5 347 219 924 |
| DM | Autres dettes | 29 | 1 608 925 881 | 5 270 060 252 |
| DN | Risques provisionnés | 30 | | |
| DP | TOTAL PASSIF CIRCULANT (III) | 31 | 93 100 728 939 | 107 798 653 590 |
| | TRÉSORERIE-PASSIF | 32 | | |
| DQ | Banques, crédits d'escompte | 33 | | |
| DR | Banques, crédits de trésorerie | 34 | 5 500 000 000 | 47 500 000 000 |
| DS | Banques, découverts | 35 | 1 461 554 594 | 1 147 422 867 |
| DT | TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF | 36 | 6 961 554 594 | 48 647 422 867 |
| DU | Écarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change) | 37 | | |
| DZ | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | 38 | 315 394 462 921 | 324 830 492 308 |

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

| COMPTE DE RESULTAT : CHARGES | | | | |
|------------------------------|--|-----------|------------------------|------------------------|
| Réf. | Rubriques | | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
| | ACTIVITÉ D'EXPLOITATION | 1 | | |
| RA | Achats de marchandises | 2 | 7 465 199 992 | 10 815 671 465 |
| RB | - Variation de stocks (- ou +) | 3 | 51 983 195 | 3 697 988 583 |
| | <i>(Marge brute sur marchandises voir TB)</i> | 4 | | |
| RC | Achats de matières premières et fournitures liées | 5 | 69 304 268 799 | 79 303 371 497 |
| RD | - Variation de stocks (- ou +) | 6 | 1 770 627 314 | -3 053 326 582 |
| | <i>(Marge brute sur matières voir TG)</i> | 7 | | |
| RE | Autres achats | 8 | 81 171 272 586 | 78 823 335 466 |
| RH | - Variation de stocks (- ou +) | 9 | 6 744 037 949 | 5 090 124 554 |
| RI | Transports | 10 | 30 620 996 085 | 33 039 858 156 |
| RJ | Services extérieurs | 11 | 43 310 826 576 | 39 328 225 043 |
| RK | Impôts et taxes | 12 | 10 064 627 033 | 5 440 373 635 |
| RL | Autres charges | 13 | 5 388 199 695 | 3 717 243 533 |
| | <i>(Valeur ajoutée voir TN)</i> | 14 | | |
| RP | Charges de personnel(1) | 15 | 39 763 132 738 | 36 060 289 134 |
| | <i>(1) dont personnel extérieur /</i> | 16 | | |
| RQ | <i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i> | 17 | | |
| RS | Dotations aux amortissements et aux provisions | 18 | 35 511 764 265 | 32 805 609 864 |
| RW | Total des charges d'exploitation | 19 | 331 166 936 227 | 325 068 764 348 |
| | <i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i> | 20 | | |
| | ACTIVITÉ FINANCIÈRE | 21 | | |
| SA | Frais financiers | 22 | 6 647 182 988 | 2 197 220 252 |
| SC | Pertes de change | 23 | 7 451 998 | |
| SD | Dotations aux amortissements et aux provisions | 24 | | |
| SF | Total des charges financières | 25 | 6 654 634 986 | 2 197 220 252 |
| | <i>(Résultat financier voir UG)</i> | 26 | | |
| SH | Total des charges des activités ordinaires | 27 | 337 821 571 213 | 327 265 984 600 |
| | <i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i> | 28 | | |
| | HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.) | 29 | | |
| SK | Valeurs comptables des cessions d'immobilisations | 30 | 1 242 444 390 | 284 910 676 |
| SL | Charges H.A.O. | 31 | 4 936 151 655 | |
| SM | Dotations H.A.O. | 32 | | |
| SO | Total des charges H.A.O. | 33 | 6 178 596 045 | 284 910 676 |
| | <i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i> | 34 | | |
| SQ | Participation des travailleurs | 35 | | |
| SR | Impôts sur le résultat | 36 | 8 796 646 408 | 10 606 666 680 |
| SS | Total participation et impôts | 37 | 8 796 646 408 | 10 606 666 680 |
| ST | TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES | 38 | 352 796 813 666 | 338 157 561 956 |
| | <i>(Résultat net voir UZ)</i> | 39 | | |

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

| COMPTE DE RESULTAT : PRODUITS | | | | | |
|-------------------------------|--|--------------------------------------|----|------------------------|------------------------|
| Réf. | Rubriques | | | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
| | ACTIVITÉ D'EXPLOITATION | | 1 | | |
| TA | Ventes de marchandises | | 2 | 7 781 094 303 | 14 719 353 530 |
| TB | MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES | 263 911 116 205 693 482 | 3 | | |
| TC | Ventes de produits fabriqués | | 4 | 321 871 259 601 | 319 254 618 738 |
| TD | Travaux, services vendus | | 5 | | |
| TE | Production stockée (ou déstockage) (+ ou -) | | 6 | 1 687 758 396 | -259 788 646 |
| TF | Production immobilisée | | 7 | | |
| TG | MARGE BRUTE SUR MATIÈRES | 252 484 121 884 242 744 785 177 | 8 | | |
| TH | Produits accessoires | | 9 | 5 258 948 501 | 4 225 725 371 |
| TI | CHIFFRE D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TD + TH) | | 10 | 334 911 302 405 | 338 199 697 639 |
| TJ | (1) dont à l'exportation /..... | | 11 | | |
| TK | Subventions d'exploitation | | 12 | | |
| TL | Autres produits | | 13 | 16 155 235 657 | 1 545 702 198 |
| TN | VALEUR AJOUTÉE | 96 862 257 234 83 282 745 841 | 14 | | |
| TQ | EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION | 57 099 124 496 47 222 456 707 | 15 | | |
| TS | Reprises de provisions | | 16 | 9 430 621 337 | 4 162 847 049 |
| TT | Transferts de charges | | 17 | 5 936 198 866 | 5 082 390 915 |
| TW | Total des produits d'exploitation | | 18 | 368 121 116 661 | 348 730 849 155 |
| TX | RÉSULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+); Perte (-) | 36 954 180 434 23 662 084 807 | 19 | | |
| | ACTIVITÉ FINANCIÈRE | | 20 | | |
| UA | Revenus financiers | | 21 | 1 513 638 214 | 2 319 021 858 |
| UC | Gains de change | | 22 | 25 889 321 | |
| UD | Reprises de provisions | | 23 | 485 000 000 | |
| UE | Transferts de charges | | 24 | | |
| UF | Total des produits financiers | | 25 | 2 024 527 535 | 2 319 021 858 |
| UG | RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -) | -4 630 107 451 121 801 606 | 26 | | |
| UH | Total des produits des activités ordinaires | | 27 | 370 145 644 196 | 351 049 871 013 |
| UI | RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (1) (Bénéfice (+); Perte (-)) | 32 324 072 983 23 783 886 413 | 28 | | |
| UJ | (1) dont impôt correspondant /..... | | 29 | 8 796 646 408 | 10 606 666 680 |
| | Hors activités ORDINAIRES (H.A.O.) | | 30 | | |
| UK | Produits des cessions d'immobilisations | | 31 | 4 589 331 390 | 359 153 994 |
| UL | Produits H.A.O. | | 32 | | |
| UM | Reprises H.A.O. | | 33 | | |
| UN | Transferts de charges | | 34 | | |
| UO | Total des produits H.A.O. | | 35 | 4 589 331 390 | 359 153 994 |
| UP | RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -) | -1 589 264 655 74 243 318 | 36 | | |
| UT | TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS | | 37 | 374 734 975 586 | 351 409 025 007 |
| UZ | RÉSULTAT NET Bénéfice (+); Perte (-) | 21 938 161 920 13 251 463 051 | 38 | | |
| | | | 39 | | |

TAFIRE

| |
|--|
| 1re PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE 31/12/2017 |
|--|

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE
 - Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions
 + Produits encaissables restants } d'actif immobilisés

| | | E.B.E. | |
|-----------------------------|----------------|--|----------------|
| (SA) Frais financiers | 6 647 182 988 | (TT) Transfert de charges d'exploitation | 57 099 124 496 |
| (SC) Pertes de change | 7 451 998 | (UA) Revenus financiers | 5 936 198 866 |
| (SL) Charges H.A.O. | 4 936 151 655 | (UE) Transferts de charges financières | 1 513 638 214 |
| (SQ) Participations | | (UC) Gains de change | 25 889 321 |
| (SR) Impôts sur le résultat | 8 796 646 408 | (UL) Produits H.A.O. | |
| | | (UN) Transferts de charges H.A.O. | |
| Total (I) | 20 387 433 049 | Total (II) | 64 574 850 897 |

CAFG : Total (II) - Total (I) 44 187 417 848 XA (N - 1) : 41 819 982 548

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes de l'exercice 3 441 817 800 20 077 270 500
 AF = 40 745 600 048 XB (N - 1) : 21 742 712 048

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks + Var. Créances + Var. Dettes circulantes

| Variation des stocks : N - (N - 1) | Emplois augmentation (+) | | Ressources diminution (-) |
|---|--------------------------|-----------|---------------------------|
| (BC) Marchandises | | ou | 51 983 195 |
| (BD) Matières premières | 5 835 741 940 | ou | |
| (BE) En-cours | 318 705 581 | ou | |
| (BF) Produits fabriqués | 1 371 226 764 | ou | |
| (A) Variation globale nette des stocks | 7 473 691 090 | ou | |

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 2/4

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

(suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : SABC

Sigle usuel : SABC

Adresse :

N° d'identification fiscale :

Exercice clos le : 31/12/2017

Durée (en mois) : 12

| Variation des créances: N - (N - 1) | Emplois augmentation (+) | | Ressources diminution (-) |
|---|-----------------------------|----|------------------------------|
| (BA) Actif circulant HAO | 4 077 160 600 | OU | |
| (BH) Fournisseurs, avances versées | 2 726 404 506 | OU | |
| (BI) Clients | 3 723 816 096 | OU | |
| (BJ) Autres créances | | OU | 11 741 207 812 |
| (BU) Ecart de conversion - Actif | | OU | |
| (B) Variation globale nette des créances | | OU | 1 213 826 610 |

| Variation des dettes circulantes : N - (N - 1) | Emplois diminution (-) | | Ressources Augmentation (+) |
|---|---------------------------|----|--------------------------------|
| (D I) Clients, avances reçues | | OU | 191 079 423 |
| (DJ) Fournisseurs d'exploitation | 11 298 354 033 | OU | |
| (DK) Dettes fiscales | 1 042 285 767 | OU | |
| (DL) Dettes sociales | | OU | 1 112 770 097 |
| (DM) Autres dettes | 3 661 134 371 | OU | |
| (DN) Risques provisionnés | | OU | |
| (DU) Ecart de conversion - Passif | | OU | |
| (C) Variation globale nette des dettes circulantes | 14 697 924 651 | OU | |

| | | | |
|--|----|----------------|----|
| VARIATION DE B.F.E. = (A) + (B) + (C) | XC | 20 957 789 131 | OU |
|--|----|----------------|----|

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

| | 31 décembre 2017 | 31 décembre 2016 |
|--|------------------|------------------|
| Excédent brut d'exploitation | 57 099 124 496 | 47 222 456 707 |
| - Var du BFE (- si emplois; + si ressources)(+ou-) | -20 957 789 131 | -18 457 111 278 |
| - Production immobilisée | | |
| EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION | XD | 36 141 335 365 |
| | | 28 765 345 429 |

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 3/4

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

2e PARTIE : TABLEAU

Dénomination sociale de l'entreprise : **SABC**

Sigle usuel : **SABC**

Adresse : B.P. : 4036 DOUALA

N° d'identification fiscale : Exercice clos le : 31/12/2017

12

| Réf. | 31 décembre 2017 | | 31 décembre 2016 |
|---|---|-----------------------|-----------------------|
| | Emplois | Ressources | (E -;R +) |
| I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS | | | |
| FA | Charges immobilisées (augmentation dans l'exercice) | | //////////////////// |
| | Croissance interne | | |
| FB | 251 091 663 | | -843 201 913 |
| FC | 41 691 427 490 | 4 204 331 390 | -12 808 398 467 |
| | Croissance externe | | |
| FD | 238 956 149 | 13 706 957 128 | -2 850 264 796 |
| FF | INVESTISSEMENT TOTAL | 42 181 475 302 | 17 911 288 518 |
| FG | II. VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.) | 20 957 789 131 | -18 457 111 278 |
| FH | A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG) | 63 139 264 433 | 17 911 288 518 |
| FI | III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F, H.A.O.) | | |
| | Plus-values à réinvestir | | |
| FJ | IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS | 1 169 266 108 | |
| | Remboursement (selon échéancier) des emprunts et dettes financières | | |
| FK | B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER | 46 397 242 023 | -34 958 976 454 |

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 4/4

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

(suite)

Dénomination sociale de l'entreprise : SABC

Sigle usuel : SABC

Adresse :

N° d'identification fiscale : Exercice clos le : 31/12/2017

12

| Ref | 31 décembre 2017 | | 31 décembre 2016 | |
|-----------|---|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| | Emplois | Ressources | (E -;R +) | |
| | V. FINANCEMENT INTERNE | | | |
| FL | Dividendes (emplois)/C.A.F.G. (ressources) | 3 441 817 800 | 44 187 417 848 | 21 742 712 048 |
| | VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES | | | |
| FM | Augmentations de capital par apports nouveaux | //////////////// | | |
| FN | Subventions d'investissement | //////////////// | | |
| FP | Prélèvement sur le capital (y compris retraits de l'exploitant) | | //////////////// | |
| | VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS | | | |
| FQ | Emprunts | | 32 415 747 971 | -3 875 532 139 |
| FR | Autres dettes financières | | 10 928 506 727 | 409 459 363 |
| FS | C- RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT | 3 441 817 800 | 87 531 672 546 | 18 276 639 272 |
| FT | D- EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B) | | 37 692 612 723 | -16 682 337 182 |
| | VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE | | | |
| | Trésorerie nette | | | |
| FU | à la clôture de l'exercice + ou - | 9 860 049 217 | | -27 832 563 506 |
| FV | à l'ouverture de l'exercice + ou | -27 832 563 506 | | -11 150 226 324 |
| FW | Variation Trésorerie : (+ si emplois ; - si ressources) | 37 692 612 723 | | 16 682 337 182 |

| CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N-1) | Emplois | Ressources |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Variation du fonds de roulement | | 58 650 401 854 |
| Variation du B.F. global | 20 957 789 131 | |
| Variation de la trésorerie | 37 692 612 723 | |
| TOTAL | 58 650 401 854 | 58 650 401 854 |

ETAT ANNEXE

NOTE SUR LES REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (S.A.B.C.) ont été établis conformément au système comptable OHADA.

I- Changement de méthode sur l'exercice 2017

Aucun.

II - Méthode de présentation appliquée pour le cas spécifique de l'exercice 2017

Les paragraphes ci-après résument les principales méthodes et règles comptables adoptées.

1 – Immobilisations incorporelles

1.1. – Etudes préalables aux investissements et amortissements :

Elles se définissent comme les études générales commandées à des fournisseurs, et qui ne sont pas spécifiques à des investissements particuliers devant être réalisés.

Elles sont amorties sur cinq ans. La dotation annuelle aux amortissements est défalquée du montant brut, comme le prévoit le plan comptable OHADA.

1.2. – Logiciels informatiques

Il s'agit des droits de licence acquis pour l'utilisation des nouveaux logiciels de gestion intégré « M3 » et « Optimaint ».

1.3. – Fonds de commerce

Il s'agit du fonds de commerce évalué lors de la fusion absorption d'International Brasseries en 1993.

2 – Immobilisations corporelles et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition majorée des frais d'approche.

Elles sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire dans les limites admises par le Code Général des Impôts. Les taux pratiqués sont les suivants :

| | |
|---|------|
| * Bâtiments industriels, commerciaux et sociaux : | 5 % |
| * Constructions légères et de chantier : | 20 % |
| * Maisons d'habitation : | 5 % |
| * Voies de transport, routes : | 10 % |
| * Clôtures : | 5 % |
| * Agencements et aménagements : | 10 % |
| * Véhicules de tourisme : | 25 % |
| * Camions, fourgons, pick-up : | 33 % |
| * Tracteurs, remorques : | 20 % |
| * Vélomoteurs : | 25 % |
| * Chariots élévateurs : | 20 % |

| | |
|--|------|
| * Matériel de manutention, palettes : | 20 % |
| * Matériel d'usine : | 10 % |
| * Presses lourdes : | 10 % |
| * Autres matériels et outillages, matériel de laboratoire, matériel de publicité : | 20 % |
| * Matériel et mobilier de bureau : | 10 % |
| * Matériel et mobilier de logement : | 10 % |
| * Matériel de reprographie : | 33 % |
| * Matériel informatique, gros et petits ordinateurs : | 25 % |

3 – Autres valeurs immobilisées

3.1. – Avances et acomptes sur commandes d'immobilisations

Les avances et acomptes aux fournisseurs respectent les mêmes règles comptables que les dettes envers les fournisseurs : (Voir paragraphe 11.1.)

3.2. – Emprunts obligataires

Néant.

3.3. – Prêts et créances à long et moyen terme

Cette rubrique enregistre les dépôts et cautionnements versés pour des loyers, électricité, eau, etc.

3.4. – Titres

Les titres détenus par SABC sont constitués essentiellement de participations dans les sociétés dont la gestion appartient au Groupe.

Les titres sont enregistrés à leur valeur d'acquisition, en Francs CFA.

Nous présentons dans le tableau suivant la situation de notre portefeuille des titres :

| Entités dont les titres sont détenus | Dernière année d'acquisition | Nombre de titres acquis | Valeur titres détenus | Nombre de titres total détenus | Pourcentage de détention |
|--------------------------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|
| SEMC | 2014 (*) | 57 222 | 570 100 000 | 109 518 | 56,90% |
| SOCAVER | 2014 (*) | 139 873 | 1 499 585 386 | 240 962 | 52,93% |
| FINADEI | 2009 | 11 000 | 781 160 000 | 42 000 | |

(*) : Actions gratuites attribuées suite à l'augmentation de capital de 2014.

Au cours de l'année 2017, SABC a cédé à SOBRAGA les 38 500 actions SOEGUIBE qu'elle détenait au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, les 243 759 actions de la société SIAC détenues au 31 décembre 2016 ont été annulées le 01^{er} janvier 2017 suite à la fusion absorption de cette dernière par SABC.

4 – Stocks :

4.1. – Matières premières, consommables, carburants et lubrifiants :

Les matières premières, consommables, carburants et lubrifiants sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré majoré des frais accessoires (transport, douane, assurance, contrôle SGS, frais des transitaires).

Les matières premières et consommables en stock font l'objet d'une provision statistique calculée en fonction du taux de couverture des consommations selon le barème suivant :

- * couverture de MPC comprise entre 12 et 24 mois : provision de 25%
- * couverture de MPC comprise entre 24 et 36 mois : provision de 50%
- * couverture de MPC comprise entre 36 et 48 mois : provision de 75%
- * couverture de MPC comprise entre 48 et 60 mois : provision de 90%
- * couverture de MPC supérieure à 60 mois : provision de 100%.

Les références obsolètes sont provisionnées à 100%. En accord avec la direction générale, le taux de la provision statistique est revu en fonction de futures obsolètes connues et des mises en production récentes ou futures.

Il est à noter que les stocks stratégiques ou de sécurité ne sont pas pris en compte dans le calcul de cette provision.

4.2. – Pièces de rechange

Les pièces de rechange sont valorisées également au coût d'achat moyen pondéré. Toutefois, les pièces dites de sécurité, achetées en même temps qu'un matériel, sont immobilisées avec la machine à laquelle elles se rapportent. Les pièces dites de sécurité achetées indépendamment d'un matériel, et dont le prix unitaire est au moins égal à 500 000 FCFA, font l'objet d'une analyse spécifique et ne sont immobilisées que dans le cas où elles ont une durée de vie pluriannuelle.

Les provisions sont déterminées en fonction de l'ancienneté de chaque article.

Depuis le 31 décembre 2012, le provisionnement des pièces de rechange suit une règle édictée par le Groupe. Cette règle se veut plus en adéquation avec notre gestion des pièces, et se présente comme suit:

- | | |
|--|--------------------|
| * article non mouvementé depuis moins de 2 ans : | provision de 0% |
| * article non mouvementé entre 2 ans et 3 ans : | provision de 20% |
| * article non mouvementé entre 3 ans et 4 ans : | provision de 50% |
| * article non mouvementé entre 4 ans et 5 ans : | provision de 80% |
| * article non mouvementé depuis plus de 5 ans : | provision de 100%. |

Les pièces de rechange dont l'obsolescence est connue sont provisionnées à 100%.

La provision pour dépréciation au 31 décembre 2017 a été calculée selon la règle énoncée ci-dessus.

4.3. – Emballages

Les emballages, réutilisables et non identifiables (bouteilles en verre et casiers) sont valorisés au prix de vente à la clientèle (prix de consignation), sauf lorsqu'ils sont neufs et

qu'ils n'ont pas été injectés au moins une fois dans le circuit de production et de distribution. Dans ce cas, ils sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré.

Des provisions sont constituées pour couvrir :

- les emballages déclarés non utilisables (hors normes) ;
- les emballages déterminés en excédent de stock ;
- les emballages non encore triés mais dont une partie sera déclarée non utilisable au moment de la fabrication (bouteilles ébréchées sur parcs) ;
- l'écart entre le coût d'achat moyen pondéré et le prix de consignation pour les emballages neufs.

La déductibilité de la charge constituée par le différentiel de valeur entre le prix d'achat des emballages neufs et le prix de consignation est étalée sur la durée de vie dans l'entreprise des emballages concernés, soit 03 ans.

Cette mesure, est applicable depuis la vérification générale de comptabilité effectuée au cours de l'année 2009 par l'Administration fiscale.

4.4. – Autres stocks

Les stocks d'articles publicitaires, des vêtements de travail et équipement de protection individuelle, de fournitures de bureau et imprimés sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré.

Des provisions sont constituées à 100% pour couvrir les stocks non utilisables lorsqu'ils ne sont pas encore détruits.

4.5. – Produits finis et produits en cours de fabrication

Les stocks de produits finis et de produits en cours de fabrication sont valorisés au prix de revient déterminé à la fin de l'exercice. Ce prix de revient contient les coûts directs de production hors les frais généraux qui ne sont pas liés à la production.

En principe, il n'y a pas de provision sur les produits finis. Les produits défectueux sont détruits au fur et à mesure de leur constat.

5 – Créances

5.1. – Clients

Les créances clients sont libellées en Francs CFA, notre clientèle se trouvant exclusivement dans la zone CEMAC (Cameroun, Tchad, Centrafrique, Guinée Equatoriale).

L'encaissement des créances s'effectue en espèces ou par chèques. Il n'y a pas de paiement par effets de commerce.

Les différents risques couverts par des provisions sont les suivants :

- créance devenue douteuse par cessation ou diminution d'activité ou décès du client ;
- position de compte débitrice des intermédiaires Transporteurs / Livreurs ;
- dépassement occasionnel de l'autorisation de découvert ;
- risque global sur les clients Concessionnaires et les clients à l'exportation qui n'ont pas fournis de cautions bancaires.

5.2. – Autres créances

Les autres créances se composent de sept grands groupes :

- les charges transférées à des Tiers autres que les Sociétés du Groupe;
- les ventes occasionnelles de biens à des Tiers ;
- les avaries et sinistres mis à la charge de Tiers ou des Assureurs ;
- les dossiers d'accidents du travail déposés auprès de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ;
- les avances au Personnel ;
- les impôts et taxes ;
- les comptes courants des sociétés du groupe.

La gestion financière des prêts Mutuelle a été transférée à SABC. Les sommes dues par les employés de SABC au titre des prêts Mutuelle ont été reprises dans les créances sociales. Cette rubrique dans nos livres au 31 décembre 2017, s'élève à FCFA 668 090 756.

Les provisions nécessaires sont constituées pour couvrir les risques d'insolvabilité. En ce qui concerne les accidents du travail, les dossiers déposés auprès de la CNPS de plus de deux ans sont provisionnés à 100%.

La créance sur la filiale SOEGUIBE a été cédée à SOBRAGA au cours de l'année 2017. De ce fait, la provision de FCFA 11,3 milliards représentant 100% du solde du compte courant de SOEGUIBE à fin 2016 a été entièrement reprise.

6 – Valeurs disponibles

Les avoirs en banques sont exprimés en Francs CFA sur les relevés bancaires pour les comptes ouverts dans la sous-région, et en Euros, pour les comptes ouverts en Europe.

La comptabilité est tenue en monnaie nationale.

7 – Capital social, primes d'émission et de fusion, réserve légale et réserve générale, report à nouveau

Le capital social est fixé à cinquante-sept milliards trois cent soixante-trois millions six cent trente mille (57 363 630 000) FCFA ; il est divisé en cinq millions sept cent trente-six mille trois cent soixante-trois (5 736 363) actions de dix mille (10 000) FCFA chacune, entièrement libérées.

Les mouvements sur ces postes sont issus des décisions de l'Assemblée Générale.

8 – Réévaluation légale des immobilisations

La loi de finance 2010 et la circulaire d'application ont précisé les modalités de la réévaluation légale de toutes les immobilisations figurant au bilan au 31 décembre 2010, à l'exception des immobilisations financières et des matériels complètement amortis autres que les bâtiments et les constructions.

Dans ce cadre, la réévaluation avait été faite en 2011 et avait entraîné un écart de réévaluation légale de FCFA 46 282 millions comptabilisé en capitaux propres. Cette somme a été transférée au capital social avant le 31 décembre 2014.

9 – Provision spéciale de réévaluation

Elle est issue de la réévaluation légale des immobilisations au 30 juin 1985. La condition fiscale de règlement d'un impôt de 2 %, au lieu de l'impôt sur les sociétés à 38,5 % sur la plus-value réalisée, était de réinvestir un montant équivalent à la plus-value en biens durables dans les cinq années suivantes. Ce qui a été fait par SABC.

Le droit à transfert de cette provision spéciale de réévaluation en réserve générale est obtenu en même temps que la comptabilisation des amortissements sur les biens acquis dans le cadre du réemploi, eux-mêmes traités comme fiscalement non déductibles de l'I.S.

Cette provision a été transférée en Réserves Générales sur décision de l'A.G.O. du 20 mars 2007.

10 – Provisions pour charges et pertes

Les charges, pertes et risques couverts par des provisions sont les suivants :

- **les litiges avec des Tiers :**
 - lorsqu'une condamnation est prononcée à l'encontre de SABC, la provision constituée est de 100% du montant accordé au Tiers par le Juge,
 - lorsqu'aucun jugement n'a encore eu lieu, la provision représente 10% du montant réclamé par le Tiers.
- **le renouvellement du matériel :** la dévaluation du Franc CFA qui est intervenue le 12 janvier 1994 n'a pas donné lieu à une réévaluation des immobilisations. Cette provision est destinée à couvrir l'insuffisance des amortissements constitués sur les valeurs historiques d'achat, en vue du renouvellement à terme du matériel.
- **les indemnités de départ à la retraite :** elles sont déterminées pour chaque employé sur la base des conventions d'établissement. Elles sont actualisées en tenant compte d'un paiement au moment du départ à la retraite sur la base d'un coefficient d'actualisation de 3 % par an.
- **l'impôt sur le revenu des personnes physiques** à retenir sur l'indemnité de départ à la retraite qui est prise en charge à 50% par la société.
- **les indemnités pour complément décès :** Elles représentent les écarts de coûts d'indemnisation du personnel qui décèdera avant la fin de carrière par rapport aux coûts de départ à la retraite qui lui aurait été versé en fin de carrière.
- **les primes d'ancienneté et les primes de médailles du travail :** Elles sont déterminées pour chaque employé sur la base des conventions d'établissement. Elles sont actualisées en tenant compte d'un paiement au moment de la date anniversaire de l'ancienneté ou du droit à la prime pour médaille sur la base d'un coefficient d'actualisation de 3 % par an.

11 – Dettes à court terme

11.1. – Fournisseurs

Les dettes envers les fournisseurs locaux sont libellées en FCFA.

Les importations de matières, de pièces de rechange, d'investissements et autres articles stockés sont facturées en Euros. Ces factures sont comptabilisées en FCFA après application de la parité fixe Euro/ FCFA.

Les quelques prestations étrangères facturées en devises autres que l'Euro sont comptabilisées en FCFA après conversion au cours du jour de la devise à la date de l'enregistrement.

Les factures à recevoir sont comptabilisées en FCFA après conversion au cours de la devise à la date d'arrêté des comptes.

11.2. – Autres dettes à payer

La même règle relative aux fournisseurs est appliquée aux autres dettes à payer.

11.3. – Impôts à payer

Ils se décomposent essentiellement en :

- Impôt sur les sociétés : pour le solde d'impôt à payer au 15 mars de l'année suivante, après déduction des acomptes mensuels versés correspondant à 2,2 % du chiffre d'affaires hors taxes. En application de la loi de finance de 2015, l'impôt sur les sociétés est calculé au taux de 33%.
- TVA (19,25 %), Droit d'accises (25 %) et prélèvements sur achats (2,0 %) à payer le 15 janvier de l'année suivante pour les taxes collectées du mois de décembre.

12 – Situation fiscale

La dernière vérification générale de comptabilité subie par notre société portait sur l'exercice 2015. Les sommes immédiatement dues ont été payées. La partie contestée est en cours de jugement au tribunal administratif.

Les exercices 2016 et 2017, non prescrits, restent ouverts à d'éventuels contrôles fiscaux, non encore annoncés.

13 – Transmission universelle du patrimoine SIAC à SABC

Au 31 décembre 2016, SIAC présentait une situation nette de FCFA 9 104 236 564.

Les éléments d'actifs et de passifs constituant son patrimoine ont été intégralement transmis par voie de fusion à SABC le 1er janvier 2017. Cette transmission universelle de patrimoine de SIAC à SABC a généré un mali de fusion technique de FCFA 4 217 720 564 qui a été comptabilisé en charge financière.

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN
ET AU COMPTE DE RESULTAT**

TABLEAUX 9 & 10

Tableau 9

ACTIF IMMOBILISE

| SITUATIONS ET MOUVEMENTS | Lignes | A | AUGMENTATION B | | | DIMINUTIONS C | | D = A + B - C |
|---|--------|---------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|---|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| | | Montant brut à l'ouverture d'exercice | Acquisitions Apports Créations | Virements de poste à poste | Suite à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice | Cessions Scissions service | Virement poste à poste | Montant brut à la clôture |
| RUBRIQUES | | | | | | | | |
| CHARGES IMMOBILISEES : totaux lignes 2 et 3 | 01 | 272 402 212 | 1 371 118 | | | | | 273 773 330 |
| Frais d'établissement et charges à répartir | 02 | 272 402 212 | 1 371 118 | | | | | 273 773 330 |
| Primes de remboursement des obligations | 03 | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES: lignes 5 à 8 | 04 | 15 896 482 498 | 244 228 163 | | | 107 886 230 | | 16 032 824 431 |
| Frais de recherche et de développement | 05 | | | | | | | |
| Brevets, licences, logiciels | 06 | 3 125 484 856 | 244 228 163 | | | 107 886 230 | | 3 261 826 789 |
| Fonds commercial | 07 | 12 770 997 642 | | | | | | 12 770 997 642 |
| Autres immobilisations incorporelles | 08 | | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES: lignes 10 à 15 | 09 | 451 923 795 703 | 41 691 314 898 | | | 3 022 278 954 | | 490 592 831 647 |
| Terrains | 10 | 6 460 913 192 | 745 720 000 | | | 34 293 540 | | 7 172 339 652 |
| Bâtiments | 11 | 56 291 271 695 | 7 568 852 815 | | | 1 363 297 565 | | 62 496 826 945 |
| Installations et agencements | 12 | 23 176 352 326 | 3 713 138 516 | | | 27 099 552 | | 26 862 391 290 |
| Matériel | 13 | 324 640 685 303 | 25 700 644 254 | | | 469 369 621 | | 349 871 959 936 |
| Matériel de transport | 14 | 41 354 573 187 | 3 749 374 523 | | | 1 128 218 676 | | 43 975 729 034 |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSEES SUR IMMOBILISATIONS | 15 | | 213 584 790 | | | | | 213 584 790 |
| IMMOBILISATION FINANCIERES : lignes 17 et 18 | 16 | 18 188 262 474 | 138 956 149 | | | 14 729 686 858 | | 3 597 531 765 |
| Titres de participation | 17 | 16 747 436 126 | | | | 13 706 957 128 | | 3 040 478 998 |
| Autres immobilisations financières | 18 | 1 440 826 348 | 138 956 149 | | | 1 022 729 730 | | 557 052 767 |
| TOTAL GENERAL : lignes 1, 4, 9 et 16 | 19 | 486 280 942 887 | 42 075 870 328 | | | 17 859 852 042 | | 510 496 961 173 |

Tableau 10

AMORTISSEMENTS

| SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES | Lignes | A | B | C | D = A + B - C |
|---|--------|---|--|--|---|
| | | AMORTISSEMENTS CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE | DIMINUTIONS : Amortissements relatifs aux éléments sortis de l'Actif | CUMUL DES AMORTISSEMENTS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE |
| CHARGES IMMOBILISEES | 01 | | | | |
| Frais d'établissement et charges à répartir | 02 | | 273 773 330 | | 273 773 330 |
| Primes de remboursement des obligations | 03 | | | | |
| TOTAUX LIGNES 2 et 3 | 04 | | 273 773 330 | | 273 773 330 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 05 | | | | |
| Frais de recherche et de développement | 06 | | | | |
| Brevets, licences, logiciels | 07 | 2 234 467 116 | 667 258 519 | 107 886 230 | 2 793 839 405 |
| Fonds commercial | 08 | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 09 | | | | |
| TOTAL (I) : lignes 6 à 9 | 10 | 2 234 467 116 | 667 258 519 | 107 886 230 | 2 793 839 405 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 11 | | | | |
| Terrains | 12 | | | | |
| Bâtiments | 13 | 33 936 942 494 | 6 460 278 853 | 736 613 388 | 39 660 607 959 |
| Installations et agencements | 14 | 10 805 711 118 | 3 521 188 168 | 22 926 167 | 14 303 973 119 |
| Matériel | 15 | 218 991 734 927 | 23 141 106 113 | 431 770 647 | 241 701 070 393 |
| Matériel de transport | 16 | 31 643 199 858 | 4 685 633 868 | 1 073 524 362 | 35 255 309 364 |
| TOTAL (II) : lignes 12 à 16 | 17 | 295 377 588 397 | 37 808 207 002 | 2 264 834 564 | 330 920 960 835 |
| TOTAL (I + II) | 18 | 297 612 055 513 | 38 475 465 521 | 2 372 720 794 | 333 714 800 240 |
| Total des Dotations de l'exercice | | | 38 555 896 191 | | |

Amortissements réputés différés en période déficitaire

| | | | | | | |
|---------------------------|---|---------------------------------------|---|--|---|--|
| Amortissements antérieurs | + | Amortissements différés de l'exercice | - | Amortissements antérieurs différés et imputés sur l'exercice | = | Amortissements différés à la fin de l'exercice |
| 20 | | | | | | |

TABLEAU 11

PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES DE CESSION (1)

| RUBRIQUES | | MONTANT BRUT | AMORTISSEMENTS PRATIQUES | VALEUR COMPTABLE NETTE | PRIX DE CESSION | PLUS-VALUE OU MOINS- VALUE |
|---|-----------|----------------------|-----------------------------|------------------------------|----------------------|----------------------------------|
| | | A | B | C = A - B | D | E = D - C |
| Frais de recherche et de développement | 01 | | | | | |
| Brevets, licences, logiciels | 02 | | | | | |
| Fonds commercial | 03 | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 04 | | | | | |
| Immobilisations incorporelles : Totaux lignes 1 à 4 | 05 | | | | | |
| Terrains | 06 | 142 179 770 | 107 886 230 | 34 293 540 | 152 246 133 | 117 952 593 |
| Bâtiments | 07 | 823 086 665 | 547 539 576 | 275 547 089 | 2 092 119 705 | 1 816 572 616 |
| Installations et agencements | 08 | 567 310 452 | 211 999 979 | 355 310 473 | 1 802 901 142 | 1 447 590 669 |
| Matériel | 09 | 469 369 621 | 431 770 647 | 37 598 974 | 49 388 344 | 11 789 370 |
| Matériel de transport | 10 | 1 128 218 676 | 1 073 524 362 | 54 694 314 | 107 676 066 | 52 981 752 |
| Immobilisations corporelles : Totaux lignes 6 à 10 | 11 | 3 130 165 184 | 2 372 720 794 | 757 444 390 | 4 204 331 390 | 3 446 887 000 |
| Titres de participation | 12 | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 13 | | | | | |
| Immobilisations financières : Totaux lignes 12 et 13 | 14 | 485 000 000 | | 485 000 000 | 385 000 000 | -100 000 000 |
| Total : totaux lignes 5, 11 et 14 | 15 | 3 615 165 184 | 2 372 720 794 | 1 242 444 390 | 4 589 331 390 | 3 346 887 000 |

(1) : Par poste du bilan

TABLEAU 12

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

| SITUATIONS ET MOUVEMENTS NATURE | Lignes | A | B | | | C | | | D = A + B - C |
|---|-----------|---|---------------------------|-------------|------------------------------|------------------------|-------------|------------------------------|--|
| | | Provisions à l'ouverture de l'exercice | AUGMENTATIONS : DOTATIONS | | | DIMINUTIONS : REPRISES | | | Provisions à la clôture de l'exercice |
| | | | D'exploitation | Financières | Hors Activités Ordinaires | D'exploitation | Financières | Hors Activités Ordinaires | |
| 1. Provisions réglementées | 01 | | | | | | | | |
| 2. Provisions financières pour risques et charges | 02 | 39 205 105 984 | 6 598 715 784 | | | 9 430 621 337 | | 36 373 200 431 | |
| 3. Provisions pour dépréciation des immobilisations | 03 | 607 297 757 | 226 086 180 | | | 485 000 000 | | 348 383 937 | |
| TOTAL (I) : lignes 1 à 3 | 04 | 39 812 403 741 | 6 824 801 964 | | | 9 915 621 337 | | 36 721 584 368 | |
| 4. Dépréciations des stocks | 05 | 4 923 274 119 | 4 007 256 288 | | | 2 102 379 798 | | 6 828 150 609 | |
| 5. Dépréciations et risques provisionnés (Tiers) | 06 | 18 662 105 450 | 1 029 309 161 | | | 13 807 138 248 | | 5 884 276 363 | |
| 6. Dépréciations et risques provisionnés (Trésorerie) | 07 | 56 002 225 | 47 018 599 | | | | | 103 020 824 | |
| TOTAL (II) : lignes 5 à 7 | 08 | 23 641 381 794 | 5 083 584 048 | | | 15 909 518 046 | | 12 815 447 796 | |
| TOTAL (I) + (II) | 09 | 63 453 785 535 | 11 908 386 012 | | | 25 825 139 383 | | 49 537 032 164 | |

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

1. Stocks (BB)

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|-----------------------------------|---|---|
| | <u> </u> | <u> </u> |
| <i>Marchandises (BC)</i> | | |
| Valeur brute des marchandises (i) | 1 056 151 | 1 108 134 |
| Provisions | 0 | 0 |
| Valeur nette (1) | <u>1 056 151</u> ===== | <u>1 108 134</u> ===== |

- (i) Les stocks de marchandises sont constitués de bières Heineken importées pour FCFA 325 millions, d'Eau Tanguai pour FCFA 313 millions, d'Eau Vitale pour FCFA 64 millions et de marchandises en cours de route pour FCFA 354 millions.

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|---|--|--|
| | <u> </u> | <u> </u> |
| <i>Matières premières et autres approvisionnements (BD)</i> | | |
| Matières premières | 22 606 220 | 16 793 654 |
| Matières consommables | 13 281 958 | 14 725 988 |
| Pièces de rechange | 13 632 856 | 11 896 915 |
| Emballages | 17 294 195 | 15 410 118 |
| Autres approvisionnements | 3 185 516 | 3 437 771 |
| Valeur brute (ii) | <u>70 000 745</u> | <u>62 264 446</u> |
| Provisions sur matières premières et autres Approvisionnements (iii) | 6 822 571 | 4 922 014 |
| Valeur nette (2) | <u>63 178 174</u> ===== | <u>57 342 432</u> ===== |

- (ii) Du fait de l'absorption de SIAC par SABC, cette dernière a repris l'ensemble des stocks de SIAC. En effet, FCFA 8,3 milliards ont ainsi été transférés à SABC, dont FCFA 2,6 milliards de matières premières et autres approvisionnements ; ce qui justifie en grande partie l'évolution de ce poste du bilan.

- (iii) L'évolution des provisions sur les matières premières et autres approvisionnements résulte principalement des : matières premières (FCFA 830 millions), pièces de rechange (FCFA 526 millions) et les emballages (FCFA 629 millions).

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|---|-----------------------------------|-----------------------------------|
| | <hr/> | <hr/> |
| <i><u>Produits fabriqués et encours (BE & BF)</u></i> | | |
| Valeur brute des encours (iv) | 3 927 627 | 3 608 921 |
| Valeur brute des produits fabriqués/finis (v) | 5 195 026 | 3 819 480 |
| Valeur brute | 9 122 653 | 7 428 401 |
| | <hr/> | <hr/> |
| Provisions (sur les produits fabriqués) (vi) | 5 579 | 1 260 |
| Valeur nette (3) | 9 117 074 | 7 427 141 |
| | <hr/> <hr/> | <hr/> <hr/> |
| | | |
| (iv) Les produits en cours sont constitués d'encours de bières pour FCFA 3 015 millions, d'encours de préformes pour FCFA 879 millions et des sirops pour FCFA 32 millions. | | |
| (v) Les produits finis sont constitués de boissons gazeuses pour FCFA 2 239 millions, de bières pour FCFA 2 356 millions, d'alcool mix pour FCFA 240 millions, de préformes TANGUI pour FCFA 265 millions, d'eau Aquabelle pour FCFA 84 millions et d'autres produits pour FCFA 8 millions. | | |
| (vi) Provisions constituées sur les produits invendables. | | |
| Valeur totale nette (1) + (2) + (3) | 73 351 399 | 65 877 707 |
| | <hr/> <hr/> | <hr/> <hr/> |

2. Clients (BI & DI)

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| | KFCFA | KFCFA |
| | <hr/> | <hr/> |
| <i>Clients débiteurs (BI)</i> | | |
| Clients ordinaires | 9 928 822 | 6 446 638 |
| Client intragroupe SABC | 1 586 158 | 654 634 |
| Avances sur remises | 440 000 | 503 601 |
| Créances litigieuses | 235 482 | 304 418 |
| Avances sur ristournes | 0 | 236 307 |
| Clients ventes diverses | 242 269 | 236 131 |
| Clients autres emballages consignés | 299 282 | 203 940 |
| Autres clients | 519 277 | 434 725 |
| Valeur brute | 13 251 290 | 9 020 394 |
| Provisions (viii) | 1 923 149 | 1 416 068 |
| Valeur nette | 11 328 141 | 7 604 325 |
| | <hr/> <hr/> | <hr/> <hr/> |

(vii) L'augmentation de l'encours clients ordinaires au 31 décembre 2017 est essentiellement attribuable aux clients Grossistes pour FCFA 1,7 milliards et Concessionnaires pour FCFA 1,8 milliards, suite à la mise en place des crédits fête fin d'année.

(viii) Cette provision se répartit comme suit fin 2017 : les clients Concessionnaires pour FCFA 531 millions, les prestataires de vente/livraison et les grossistes pour FCFA 903 millions, autres clients pour FCFA 313 millions, les comptes ristournes débiteurs pour FCFA 88 millions, les clients Clé des châteaux pour 52 millions, les clients Export pour FCFA 36 millions.

| | 31/12/2017 | 31/12/2016 |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| | KFCFA | KFCFA |
| | <hr/> | <hr/> |
| <i>Clients créditeurs (DI)</i> | | |
| Avances reçues | 410 790 | 359 873 |
| Ristournes et remises accordées | 12 489 634 | 12 547 382 |
| Autres clients créditeurs | 3 758 559 | 3 560 649 |
| Total | 16 658 983 | 16 467 904 |
| | <hr/> <hr/> | <hr/> <hr/> |

3. Autres créances (BJ)

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Comptes courants des sociétés du groupe (ix) | 5 801 508 | 33 385 607 |
| Impôts et taxes (x) | 9 590 246 | 7 899 923 |
| Avances au personnel | 4 014 054 | 2 746 442 |
| Débiteurs divers (xi) | 3 930 965 | 2 596 509 |
| Charges constatées d'avance (xii) | 2 040 894 | 2 391 759 |
| Autres | 2 259 367 | 3 690 952 |
| Valeur brute | 27 637 034 | 52 711 192 |
| Provisions (xiii) | 2 982 399 | 16 315 349 |
| Valeur nette | 24 654 635 ===== | 36 395 843 ===== |

- (ix) Il s'agit des soldes débiteurs des comptes courants des sociétés du groupe dont SOCAVER pour FCFA 1 942 millions et SEMC pour FCFA 3 752 millions. La baisse de la rubrique est principalement attribuable aux comptes courants de SOEGUIBE et de SIAC qui étaient respectivement de FCFA 11 341 millions et FCFA 11 602 millions au 31 décembre 2016. Au cours de l'exercice 2017, SOEGUIBE a fait l'objet d'une cession à SOBRAGA et SIAC a fait l'objet d'une Transmission Universelle de son Patrimoine à SABC au 1^{er} janvier 2017.
- (x) Il s'agit principalement de crédits d'impôts relatifs à l'IS pour FCFA 4 257 millions, aux droits d'accises pour FCFA 2 415 millions, au prélèvement sur achats pour FCFA 1 861 millions.
- (xi) Les débiteurs divers comprennent principalement les "tiers débiteurs divers" (créances sur divers tiers, banques, douanes, ...).
- (xii) Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des loyers payés d'avance pour FCFA 238 millions et des charges d'assurance globale dommages de l'année 2018 pour FCFA 1 489 millions.
- (xiii) Il s'agit des provisions pour dépréciation des comptes courants des sociétés du groupe pour FCFA 30 millions, dépréciation des débiteurs divers pour FCFA 2 535 millions et dépréciation des comptes de personnel pour FCFA 416 millions. La baisse de la rubrique est principalement à mettre en relation avec la provision de 100% qui existait

au 31 décembre 2016 sur le solde du compte courant de SOEGUIBE dans les livres de SABC.

4. Trésorerie - Actif (BT)

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|--------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Comptes bancaires | 15 746 296 | 20 488 915 |
| Chèques à encaisser | 239 696 | 32 988 |
| Caisses | 938 633 | 348 958 |
| Total brut – Trésorerie Actif | 16 924 625 | 20 870 861 |
| Provision | 103 021 | 56 002 |
| Total net – Trésorerie Actif | 16 821 604 ===== | 20 814 859 ===== |

5. Trésorerie - Passif (DT)

| | | |
|--------------------------------------|---------------------------|----------------------------|
| Crédits spots | 5 500 000 | 47 500 000 |
| Total – Crédits de trésorerie | 5 500 000 | 47 500 000 |
| Découverts | 1 461 555 | 1 147 423 |
| Total – Trésorerie Passif | 6 961 555 ===== | 48 647 423 ===== |

6. Provisions financières pour risques et charges (DD)

| | | |
|---|----------------------------|----------------------------|
| Provisions pour renouvellement de matériel (xiv) | 16 894 343 | 19 324 808 |
| Provisions pour départ à la retraite | 11 466 895 | 11 727 182 |
| Provisions pour risques fiscal et douanier (xv) | 4 102 883 | 3 052 450 |
| Provisions pour risques industriels (xvi) | 0 | 1 500 000 |
| Provisions pour litiges | 2 016 962 | 1 201 153 |
| Autres provisions financières pour risques et charges | 1 892 117 | 2 399 513 |
| Total | 36 373 200 ===== | 39 205 106 ===== |

- (xiv) La provision pour renouvellement de matériel a été reprise en 2017 à hauteur de FCFA 2 430 millions.
- (xv) Une provision pour risque fiscal relative à la TVA 2016 de l'ex-SIAC a été constituée à hauteur de FCFA 686 millions au 31 décembre 2017. Par ailleurs, le risque fiscal lié à la vérification générale de comptabilité 2015 a nécessité la dotation d'une provision complémentaire de FCFA 351 millions.
- (xvi) La provision pour risque industriel de FCFA 1 500 millions a été entièrement reprise sur l'année 2017.

7. Fournisseurs d'exploitation (DJ)

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|--------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| | <hr/> | <hr/> |
| <i>Dettes fournisseurs</i> | | |
| Fournisseurs intragroupe SABC (xvii) | 0 | 21 592 926 |
| Fournisseurs locaux | 11 136 017 | 10 619 923 |
| Fournisseurs étrangers | 15 733 485 | 9 160 233 |
| Transporteurs livreurs caution | 1 273 616 | 1 293 419 |
| Transporteurs livreurs Epargne | 1 057 001 | 1 233 898 |
| Fournisseurs, factures non parvenues | 13 180 040 | 9 528 632 |
| Autres fournisseurs d'exploitation | 1 950 930 | 2 200 412 |
| Total | 44 331 089 ===== | 55 629 443 ===== |

- (xvii) La variation de l'encours fournisseur intragroupe est principalement due à l'annulation du solde fournisseur SIAC au 1^{er} janvier 2017 de FCFA 18 121 millions suite à la fusion absorption de cette dernière par SABC.

Par ailleurs l'encours fournisseur intragroupe étant devenu débiteur au 31 décembre 2017 (FCFA 940 millions), il a été reclassé à l'actif du bilan dans la rubrique BH - Fournisseurs avances versées.

8. Dettes fiscales (DK)

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|-------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Droits d'accises | 14 388 734 | 14 970 954 |
| TVA à payer | 3 500 000 | 3 103 216 |
| TVA retenue à la source | 1 789 930 | 1 279 260 |
| Acompte de l'impôt sur les sociétés | 1 049 082 | 1 169 606 |
| TSR sur prestations étrangères | 1 051 336 | 1 045 513 |
| Prélèvements sur achats | 1 000 000 | 1 017 550 |
| Pénalités sur contrôle fiscal | 23 819 | 303 781 |
| Autres dettes fiscales | 1 238 840 | 2 194 147 |
| Total | 24 041 741 ===== | 25 084 027 ===== |

9. Dettes sociales (DL)

| | 31/12/2017 KFCFA | 31/12/2016 KFCFA |
|---------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Provisions congés | 1 873 664 | 1 673 000 |
| Provisions gratifications | 748 471 | 710 820 |
| Provisions prime sur objectif (xviii) | 1 165 076 | 765 930 |
| Mutuelle | 777 143 | 342 323 |
| CNPS | 393 012 | 333 135 |
| Autres dettes sociales | 1 502 624 | 1 522 012 |
| Total | 6 459 990 ===== | 5 347 220 ===== |

(xviii) Une révision de la méthode de calcul suivant les montants réellement payés en 2016 a conduit à revoir la provision sur objectif à la hausse en 2017.

10. Engagements de hors bilan

Au 31 décembre 2017, les engagements de hors-bilan de SABC s'élèvent à FCFA 2 243 millions et sont constitués de :

- Deux traites pour un total de FCFA 1 307 millions (dont FCFA 728 millions sur MAISCAM et FCFA 579 millions sur MULTIPRINT) ;
- Des cautions et garanties diverses pour FCFA 936 millions.

RAPPORTS SPECIAUX

**RAPPORT SPECIAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017
(ARTICLE 438 DE L'ACTE UNIFORME OHADA)**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2017
(Article 438 de l'Acte Uniforme OHADA)

Aux actionnaires de la
Société Anonyme des Brasseries du Cameroun
« SABC »
 Douala

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité des commissaires aux comptes de votre Société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de conventions, mais de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 440 de l'Acte Uniforme OHADA, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons des conventions suivantes visées à l'article **438 de l'Acte Uniforme OHADA** :

1- Conventions conclues au cours de l'exercice

1.1. Convention d'achat par SOBRAGA de la créance de SOEGUIBE chez SABC

- Nature et objet : Cession le 31 mai 2017 par SABC à SOBRAGA de sa créance sur SOEGUIBE d'un montant de FCFA 11 606 151 655 (onze milliards six cent six millions cent cinquante un mille six cent cinquante-cinq).
- Modalités de paiement : Le prix de cession est de FCFA 7 000 000 000 (Sept milliards)
- Administrateurs concernés :
 - Michel PALU : Président Directeur Général de SOBRAGA et Président du Conseil d'Administration de SABC
 - Pierre CASTEL : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC
 - Jean Claude PALU : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC
 - Guy DE CLERCQ : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC
 - Gilles MARTIGNAC : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC

1.2. Convention d'achat par SOBRAGA des actions SOEGUIBE auprès de SABC

- Nature et objet : Achat par SOBRAGA de 38 500 actions SOEGUIBE le 31 Mai 2017.

- Modalités de paiement :
 - Prix de cession : FCFA 385 000 000 (Trois cent quatre-vingt-cinq millions)
- Personnes concernées :
 - Michel PALU : Président Directeur Général de SOBRAGA et Président du Conseil d'Administration de SABC
 - Pierre CASTEL : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC
 - Jean Claude PALU : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC
 - Guy DE CLERCQ : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC
 - Gilles MARTIGNAC : Administrateur de SOBRAGA et Administrateur de SABC

1.3. Cession d'actifs immobiliers de SABC à ROU'D'AF

- Nature et objet : Cession par SABC d'un terrain de 6000 mètres carrés à ROU'D'AF
- Modalités de paiement :
 - Prix de cession : FCFA 684 000 000 (Six cent quatre-vingt-quatre millions)
- Personnes concernées :
 - André SIAKA : Administrateur de SABC et Président Directeur Général de ROU'D'AF

2- Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont les effets se sont poursuivis au cours de cet exercice

2.1. Convention d'avance en compte courant entre SABC et SEMC

- Nature et objet : Avance en compte courant de FCFA 5 450 000 000 (cinq milliards quatre cent cinquante millions) consentie à SEMC pour les besoins de financement généraux. La convention a été signée le 30 Novembre 2016.
- Modalités de paiement : Cette avance en compte courant est remboursable à tout moment partiellement ou totalement, à l'initiative de SEMC ou à la demande de SABC dans un délai maximum de 30 jours. Le taux d'intérêt est de 4, 45%.
- Personnes concernées :
 - Mme Aïssatou YAOU: Administrateur de SABC et Présidente du Conseil de SEMC ;
 - Jean-Claude PALU: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Michel PALU: Président du conseil d'administration de SABC et représentant permanent de SABC au conseil d'administration de SEMC ;
 - André SIAKA: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Guy DE CLERCQ: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Société Nationale d'Investissement du Cameroun: Administrateur de SEMC, Administrateur de SABC et actionnaire à 10% de SABC et à plus de 10% de SEMC ;
 - SABC: Administrateur de SEMC et actionnaire à plus de 10% de SEMC.
- Produits comptabilisés sur l'exercice 2017 : FCFA 191 449 105 (Cent quatre-vingt-onze millions quatre cent quarante-neuf mille cent cinq).

2.2. Convention d'avance en compte courant entre SABC et SOCAVER

- Nature et objet : Avance en compte courant de FCFA 5 000 000 000 (cinq milliards) consentie à SOCAVER pour les besoins de financement généraux. La convention a été signée le 30 Novembre 2016.
- Modalités de paiement : Cette avance en compte courant est remboursable à tout moment partiellement ou totalement, à l'initiative de SOCAVER ou à la demande de SABC dans un délai maximum de 30 jours. Le taux d'intérêt est de 4,95%.
- Personnes concernées :
 - Michel PALU: Président du conseil d'administration de SABC et Administrateur de SOCAVER ;
 - Pierre CASTEL: Administrateur de SABC et Administrateur de SOCAVER ;
 - André SIAKA: Administrateur de SABC et Président du Conseil d'Administration de SOCAVER ;
 - Guy DE CLERCQ: Administrateur de SABC et Administrateur de SOCAVER ;
 - Société Nationale d'Investissement du Cameroun: Administrateur de SOCAVER, Administrateur de SABC et actionnaire à 10% de SABC et à plus de 10% de SOCAVER ;
 - BGI: Administrateur de SABC; actionnaire à plus de 10% de SABC et de SOCAVER.
- Produits comptabilisés sur l'exercice 2017 : FCFA 84 940 853 (quatre-vingt-quatre millions neuf cent quarante mille huit cent cinquante-trois).

2.3. Licence de marque AQUABELLE accordée par BGI Trade Mark du 15 avril 2016

- Nature et objet : concession d'exploitation de la marque Aquabelle
- Durée : du 15.04.2016 au 31.12.2020, puis prorogation par périodes de 05 ans.
- Personnes concernées :
 - Mr GUY DE CLERCQ (administrateur de SABC et représentant légal de BGI, elle-même Présidente de BGI Trade Mark).
 - BGI : Actionnaire à plus de 10% de BGI Trade Mark et SABC.
- Redevances comptabilisées en 2017 : La licence est consentie à titre gratuit.

2.4. Assistance administrative et de gestion de SABC au profit de SEMC du 14 juin 1990 Modifiée le 12 février 2009 et le 04 janvier 2013

- Nature et objet : Assistance administrative et de gestion SEMC du 14 juin 1990.
- Modalités de paiement : le 12 février 2009, l'Assistance administrative SABC est portée de FCFA 14 000 000 par mois à FCFA 25 000 000 (soit FCFA 300 000 000 par an). Le 04

janvier 2013 le montant est passé à 16 666 667 par mois (soit FCFA 200 000 000 par an). Depuis le 1^{er} janvier 2016, le montant est passé à FCFA 8 333 333 par mois (soit FCFA 100 000 000 par an).

- Administrateurs concernés :
 - Mme Aïssatou YAOU: Administrateur de SABC et Présidente du Conseil de SEMC ;
 - Jean-Claude PALU: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Michel PALU: Président du conseil d'administration de SABC et représentant permanent de SABC au sein du conseil d'administration de SEMC ;
 - André SIAKA: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Guy DE CLERCQ: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Société Nationale d'Investissement du Cameroun: Administrateur de SEMC, Administrateur de SABC et actionnaire à 10% de SABC et à plus de 10% de SEMC ;
 - SABC: Administrateur de SEMC et Actionnaire à plus de 10% de SEMC.
- Produits comptabilisés sur l'exercice 2017 : FCFA 100 000 000 (cent millions).

2.5. Assistance administrative et de gestion à SOCAVER du 01 juillet 1993. Modifiée le 17 Février 2009

- Nature et objet : Assistance administrative et de gestion SOCAVER
- Durée : du 01.07.1993 au 30.06.1994, puis tacite reconduction pour des périodes d'un an.
- Modalités de paiement : Le 17 février 2009, l'Assistance administrative SABC est portée de FCFA 14 000 000 par mois à FCFA 25 000 000 (soit FCFA 300 000 000 par an).
- Administrateurs concernés :
 - Michel PALU: Président du conseil d'administration de SABC et Administrateur de SOCAVER ;
 - Pierre CASTEL: Administrateur de SABC et Administrateur de SOCAVER ;
 - Guy DE CLERCQ: Administrateur de SABC et Administrateur de SOCAVER ;
 - Société Nationale d'Investissement: Administrateur de SOCAVER et Administrateur de SABC et actionnaire à plus de 10% de SOCAVER et à 10% de SABC ;
 - André SIAKA: Président du conseil d'administration de SOCAVER et Administrateur de SABC ;
 - BGI: Administrateur de SABC et Actionnaire à plus de 10% de SABC et de SOCAVER.
- Produits comptabilisés sur l'exercice 2017 : FCFA 300 000 000 (trois cents millions).

2.6. Contrat d'assistance générale TECHNIBRA du 31 décembre 1997

- Nature et objet : contrat d'assistance générale.
- Durée : du 01.01.1998 au 31.12.2000, puis tacite reconduction pour des périodes d'un an.

- Personnes concernées :
 - Mr GUY DE CLERCQ (administrateur de SABC et représentant légal de BGI, elle-même Présidente de TECHNIBRA).
 - BGI : Actionnaire à plus de 10% de TECHNIBRA et SABC.
- Charges comptabilisées sur l'exercice 2017 : FCFA 105 543 481 (Cent cinq millions cinq cent quarante-trois mille quatre cent quatre-vingt-un).

2.7. Licence de marque « 33 Export » accordée par BGI Trade Mark du 16 janvier 2008. Modifiée le 11 décembre 2009

- Nature et objet : concession d'exploitation de la marque « 33 Export »
- Durée : 02 ans à compter du 16.01.2008, soit jusqu'à la date du 15.01.2010, puis tacite reconduction pour des périodes d'un an.
- Personnes concernées :
 - Mr GUY DE CLERCQ (administrateur de SABC et représentant légal de la société BGI, et également Président de BGI Trade Mark).
 - BGI: actionnaire à plus de 10% de BGI Trade Mark et SABC et Administrateur de SABC
- Redevances comptabilisées sur l'exercice 2017 : FCFA 4 230 667 387 (quatre milliards deux cent trente millions six cent soixante-sept trois cent quatre-vingt-sept).

2.8. Licence de marque « Pelforth » accordée par BGI Trade Mark du 09 octobre 2006. Modifiée le 11 décembre 2009

- Nature et objet : concession d'exploitation de la marque « Pelforth »
- Durée : 02 ans à compter du 09.10.2006, soit jusqu'à la date du 08.10.2008, puis tacite reconduction pour des périodes d'un an.
- Administrateurs concernés :
 - Mr GUY DE CLERCQ (Administrateur de SABC et représentant légal de la société BGI, et également Président de BGI Trade Mark).
 - BGI : Actionnaire à plus de 10% de BGI Trade Mark et SABC et Administrateur de SABC.
- Redevances comptabilisées sur l'exercice 2017 : FCFA 35 509 232 (trente-cinq millions cinq cent neuf mille deux cent trente-deux).

2.9. Contrat de distribution entre SABC et HEINEKEN

- Nature et objet : accord de principe conclu en 2004 et autorisé par le Conseil d'Administration du 10 mars 2005.
- Administrateur concerné : HEINEKEN (représentée par M. Lieven Louis VAN DER BORGHT).

CAA R

2.10. Contrat de distribution entre SABC et SEMC

- Nature et objet : Contrat de distribution du 1er janvier 2014 des produits SEMC par SABC. L'avenant signé en date du 24 Novembre 2015 a pris effet rétroactivement à compter du 01^{er} juillet 2015. Il précise que les frais de transport des produits de l'usine de SEMC jusqu'à leur livraison dans les dépôts de SABC seront désormais à la charge de SABC.
- Durée : du 01.04.2014 au 31.12.2016, puis tacite reconduction pour une durée indéterminée.
- Administrateurs concernés :
 - Mme Aïssatou YAOU: Administrateur de SABC et Présidente du Conseil de SEMC ;
 - Jean-Claude PALU: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Michel PALU: Président du conseil d'administration de SABC et représentant permanent de SABC au sein du conseil d'administration de SEMC ;
 - André SIAKA: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Guy DE CLERCQ: Administrateur de SABC et Administrateur de SEMC ;
 - Société Nationale d'Investissement du Cameroun: Administrateur de SEMC, Administrateur de SABC et actionnaire à 10% de SABC et à plus de 10% de SEMC ;
 - SABC: Administrateur de SEMC et Actionnaire à plus de 10% de SEMC.

3- Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et résiliés durant l'exercice

3.1. Contrat de bail SABC/Routd'AF

- Nature et objet : Contrat de location d'un espace d'environ 6 000 mètres carrés à Bassa-Douala, prenant effet au 01^{er} juillet 2014. Le bail est conclu pour une durée de 3, 6, 9 ans, puis tacite reconduction pour des périodes de 35 mois à la fin de la dernière période triennale.
- Modalités de paiement : Le bail fait l'objet d'un loyer mensuel de FCFA 600 000 (six cent mille).
- Personne concernée : André SIAKA (Administrateur de SABC et Président Directeur Général de ROUTD'AF)
Ce bail est devenu caduc au 31 décembre 2017 suite à la cession à ROUTD'AF du terrain objet du bail en décembre 2017 (locataire devenu propriétaire).
- Produits comptabilisés sur l'exercice 2017 : FCFA 7 200 000 (sept millions deux cent mille).

3.2. Avance en compte courant avec SOEGUIBE

- Nature et objet : SABC, actionnaire majoritaire de SOEGUIBE jusqu'au 31 mai 2017, date de cession de ses actions, a consenti une avance en compte courant au profit de cette dernière.

AAA P

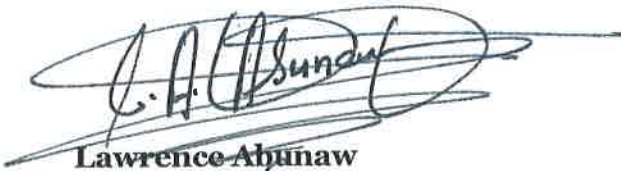
- L'avance en compte courant avant cession de la créance y relative était de F CFA 11 341 479 347 (onze millions trois cent quarante un mille quatre cent soixante-dix-neuf mille trois cent quarante-sept) au 31 mai 2017.
- Modalités de rémunération : Cette avance est rémunérée au taux d'intérêt annuel de 5,5%.
- Administrateurs concernés : Michel PALU, Guy DE CLERCQ, SABC.
- Produits comptabilisés sur l'exercice 2017 : FCFA 258 960 676 (deux cent cinquante-huit millions neuf cent soixante mille six cent soixante-seize).

Douala, le 30 avril 2018

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers

ECA – Ernst & Young Cameroun



Lawrence Ahunaw
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC



Marcel Tchagongom
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

**RAPPORT SPECIAL
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017
(ARTICLE 432 DE L'ACTE UNIFORME OHADA)**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2017
(Article 432 de l'Acte Uniforme OHADA)

Aux actionnaires de la
Société Anonyme des Brasseries du Cameroun
« SABC »
Douala

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En application de l'article 432 de l'Acte Uniforme OHADA, relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous portons à votre connaissance, les rémunérations suivantes :

- **Rémunérations exceptionnelles allouées aux administrateurs**

Néant.

- **Remboursement de frais de mission**

Néant.

Douala, le 30 avril 2018

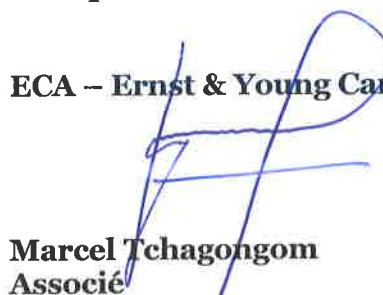
Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers



Lawrence Abunaw
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

ECA – Ernst & Young Cameroun



Marcel Tchagongom
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC